

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Cusson, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Lac-Brome pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date 6 mai 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Lac-Brome

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Lac-Brome (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A118892
Cowansville, 6 mai 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	13 043 000	13 216 536	13 546 291
Compensations tenant lieu de taxes	2	41 000	44 754	45 897
Quotes-parts	3			
Transferts	4	600 740	3 853 407	3 752 081
Services rendus	5	508 290	495 731	482 874
Imposition de droits	6	1 264 000	2 244 365	3 924 996
Amendes et pénalités	7	15 000	26 178	922
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	145 000	187 482	84 546
Autres revenus	10	30 700	250 847	968 565
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	15 647 730	20 319 300	22 806 172
Charges				
Administration générale	14	1 932 080	2 191 494	1 802 169
Sécurité publique	15	3 010 050	3 276 312	3 054 323
Transport	16	3 354 680	4 624 033	4 473 354
Hygiène du milieu	17	2 696 370	3 078 813	2 914 037
Santé et bien-être	18	189 330	211 779	162 173
Aménagement, urbanisme et développement	19	914 060	934 661	692 789
Loisirs et culture	20	1 909 540	2 377 734	2 132 448
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	398 520	387 606	388 433
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 404 630	17 082 432	15 619 726
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 243 100	3 236 868	7 186 446
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		36 735 217	29 548 771
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		36 735 217	29 548 771
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		39 972 085	36 735 217

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 781 095	4 751 305
Débiteurs (note 5)	2	7 060 545	5 195 060
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	74 665	92 795
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 916 305	10 039 160
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 037 700	2 091 552
Revenus reportés (note 12)	12	1 082 991	515 009
Dettes à long terme (note 13)	13	16 703 350	15 114 692
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15	280 000	280 000
	16	20 104 041	18 001 253
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(7 187 736)	(7 962 093)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	47 083 107	44 522 677
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 213	129 479
Stocks de fournitures	20	37 548	34 608
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	37 953	10 546
	23	47 159 821	44 697 310
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	39 972 085	36 735 217

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 243 100	3 236 868	7 186 446
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	5 056 686)	8 472 606)
Produit de cession	3		519	62 396
Amortissement	4		2 496 256	2 222 457
(Gain) perte sur cession	5		(519)	(36 514)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 560 430)	(6 224 267)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		128 266	
Variation des stocks de fournitures	10		(2 940)	10 474
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(27 407)	706 364
	13		97 919	716 838
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 243 100	774 357	1 679 017
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(7 962 093)	(9 641 110)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(7 962 093)	(9 641 110)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(7 187 736)	(7 962 093)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 236 868	7 186 446
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 496 256	2 222 457
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3	(519)	(36 513)
▪ Autres	4		(1)
	5	5 732 605	9 372 389
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 865 485)	(291 069)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(53 852)	(23 686)
Revenus reportés	9	567 982	(559 341)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	128 266	
Stocks de fournitures	12	(2 940)	10 474
Autres actifs non financiers	13	(27 407)	706 364
	14	4 479 169	9 215 131
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(5 056 686)	(8 472 606)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	519	62 396
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(5 056 167)	(8 410 210)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(20 604)	(3 446)
Remboursement ou cession	21	38 734	14 531
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	18 130	11 085
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	2 495 900	3 201 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(949 200)	(1 810 300)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	41 958	(1 859)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	1 588 658	1 388 841
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 029 790	2 204 847
Solde déjà établi	33	4 751 305	2 546 458
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	4 751 305	2 546 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	5 781 095	4 751 305

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lac-Brome (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Immobilisations corporelles*Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	2,5 % à 12,5 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	2,5 % à 50 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	2,5 % à 50 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus*Constataion des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 781 095	4 751 305
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	5 781 095	4 751 305
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	449 491	559 966
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 387 607 \$ (388 433 \$ en 2020).

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	897 969	937 092
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 093 575	2 947 172
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 223 818	180 565
Organismes municipaux	15	244 781	238 786
Autres			
▪ Droits de mutation	16	492 183	798 700
▪ Autres	17	108 219	92 745
	18	7 060 545	5 195 060
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 686 338	1 826 879
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 686 338	1 826 879
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	26 539	25 239

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,43 % à 4,11 % (aux 31 décembre 2021 et 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2038.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	74 665	92 795
Autres placements	31		
	32	74 665	92 795
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens (UMQ).

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	251 948	251 102
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	251 948	251 102

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit bancaire de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 % aux 31 décembre 2021 et 2020) et renouvelable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	1 167 204	1 363 351
Salaires et avantages sociaux	48	454 472	379 407
Dépôts et retenues de garantie	49	275 279	265 171
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts sur dette L.T.	51	84 480	83 623
▪ Organismes municipaux	52	56 265	
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	2 037 700	2 091 552

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	106 000	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	701 573	395 855
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	175 172	31 639
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Fond des salamandes	69	11 999	12 528
▪ Autres	70	88 247	74 987
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 082 991	515 009

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	2,95	2022	2026	77	16 783 800	15 237 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	16 783 800	15 237 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(80 450)	(122 408)
					87	16 703 350	15 114 692

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	3 332 800			3 332 800
2023	89	5 930 300			5 930 300
2024	90	2 619 400			2 619 400
2025	91	2 762 000			2 762 000
2026	92	2 139 300			2 139 300
2027 et plus	93				
	94	16 783 800			16 783 800
Intérêts et frais accessoires	95		()	()	
	96	16 783 800			16 783 800

Note**14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98	280 000	280 000
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	280 000	280 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	11 207 252			11 207 252
Eaux usées	105	13 808 706	80 123		13 888 829
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	24 507 406	1 956 477		26 463 883
Autres					
▪	107	5 139 866	520 419		5 660 285
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	9 472 389	19 916		9 492 305
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	5 895 458	114 119		6 009 577
Ameublement et équipement de bureau	113	920 587	27 104	310 020	637 671
Machinerie, outillage et équipement divers	114	2 900 852	364 054	270 049	2 994 857
Terrains	115	2 956 557	33 038		2 989 595
Autres	116				
	117	76 809 073	3 115 250	580 069	79 344 254
Immobilisations en cours	118	860 547	1 941 436		2 801 983
	119	77 669 620	5 056 686	580 069	82 146 237
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	5 729 815	197 031		5 926 846
Eaux usées	121	8 050 221	285 579		8 335 800
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	10 582 487	990 296		11 572 783
Autres					
▪	123	1 854 281	240 393		2 094 674
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	2 481 753	244 332		2 726 085
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	1 784 737	349 047		2 133 784
Ameublement et équipement de bureau	129	715 305	32 501	310 020	437 786
Machinerie, outillage et équipement divers	130	1 948 344	157 077	270 049	1 835 372
Autres	131				
	132	33 146 943	2 496 256	580 069	35 063 130
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	44 522 677			47 083 107
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	1 213	129 479
	140	1 213	129 479
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	1 213	129 479

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Déneigement	154	11 733	
▪ Feux d'artifices	155	14 882	
▪ Autres	156	11 338	10 546
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	37 953	10 546

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et autres obligations échéant à différentes dates jusqu'en 2024, à verser une somme totale de 3 567 820\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation Lac-Brome, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 579 377 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 57 847 \$ en 2022, 54 517 \$ en 2023, 51 094 \$ en 2024, 47 576 \$ en 2025 et 43 959 \$ en 2026.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 000 000 \$.
Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	13 043 000	13 216 536		13 216 536	13 546 291
2 Compensations tenant lieu de taxes	41 000	44 754		44 754	45 897
3 Quotes-parts					
4 Transferts	600 740	741 340		741 340	1 422 419
5 Services rendus	508 290	495 731		495 731	482 874
6 Imposition de droits	1 264 000	2 244 365		2 244 365	3 053 890
7 Amendes et pénalités	15 000	26 178		26 178	922
8 Revenus de placements de portefeuille					
9 Autres revenus d'intérêts	145 000	187 482		187 482	84 546
10 Autres revenus	30 700	222 669		222 669	72 330
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	15 647 730	17 179 055		17 179 055	18 709 169
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts		3 112 067		3 112 067	2 329 662
16 Imposition de droits					871 106
17 Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs		28 178		28 178	15 535
19 Autres					880 700
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
21 Effet net des opérations de restructuration					
22	15 647 730	20 319 300		20 319 300	22 806 172
Charges					
23 Administration générale	1 932 080	2 110 980	80 514	2 191 494	1 802 169
24 Sécurité publique	3 010 050	3 104 053	172 259	3 276 312	3 054 323
25 Transport	3 354 680	3 273 758	1 350 275	4 624 033	4 473 354
26 Hygiène du milieu	2 696 370	2 540 847	537 966	3 078 813	2 914 037
27 Santé et bien-être	189 330	211 779		211 779	162 173
28 Aménagement, urbanisme et développement	914 060	919 885	14 776	934 661	692 789
29 Loisirs et culture	1 909 540	2 037 268	340 466	2 377 734	2 132 448
30 Réseau d'électricité					
31 Frais de financement	398 520	387 606		387 606	388 433
32 Effet net des opérations de restructuration					
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés		2 496 256 (	2 496 256 (
34	14 404 630	17 082 432		17 082 432	15 619 726
35	1 243 100	3 236 868		3 236 868	7 186 446
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 243 100	3 236 868	7 186 446
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	3 140 245)	4 097 003)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 243 100	96 623	3 089 443
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 496 256	2 222 457
Produit de cession	5	170 000	519	62 396
(Gain) perte sur cession	6		(519)	(36 514)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	170 000	2 496 256	2 248 339
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		129 479	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		129 479	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		32 367	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		6 367	14 531
	15		38 734	14 531
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	881 020)	(18 244)	1 612 462)
	18	(881 020)	18 244	(1 612 462)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	830 930)	1 209 536)	599 257)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	400 000	400 000	46 200
Excédent de fonctionnement affecté	21	48 000	7 496	27 029
Réserves financières et fonds réservés	22	(149 150)	(72 709)	(156 500)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(532 080)	(874 749)	(682 528)
	26	(1 243 100)	1 807 964	(32 120)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 904 587	3 057 323

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	3 140 245	4 097 003
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	60 142)	(1 056 634)
Sécurité publique	3 (	230 823)	(1 260 845)
Transport	4 (	3 876 035)	(4 771 176)
Hygiène du milieu	5 (	203 571)	(1 257 475)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	89 825))
Loisirs et culture	8 (	596 290)	(126 476)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	5 056 686)	(8 472 606)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	1 213))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	20 604)	(3 446)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 669 000	2 153 399
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 209 536	599 257
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		118 680
Excédent de fonctionnement affecté	17	121 810	445 022
Réserves financières et fonds réservés	18	144 734	181 165
	19	1 476 080	1 344 124
	20	(1 933 423)	(4 978 529)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 206 822	(881 526)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 421 870	3 458 083	3 175 727
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	915 880	966 709	872 722
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	8 627 510	8 782 225	7 979 100
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	398 520	387 423	388 433
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec	11			
et ses entreprises	12			
D'autres tiers	13		183	
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	507 050	507 012	495 177
Transferts	15			
Autres	16	16 000	34 185	12 311
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	480 800	438 947	442 928
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 496 256	2 222 457
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Mauvaises Créances	21	2 000	2 098	
▪ Réclamations	22	35 000	1 815	30 871
▪ Aides - entreprises privées	23		7 496	
	24	14 404 630	17 082 432	15 619 726

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 833 160	3 828 575
Excédent de fonctionnement affecté	2 4 500 981	2 130 288
Réserves financières et fonds réservés	3 1 649 339	1 721 364
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	5 (1 072 918)	(2 279 740)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 32 061 523	31 334 730
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	7
	8 39 972 085	36 735 217
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 833 160	3 828 575
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	10
	11 2 833 160	3 828 575
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Fond de départ	12 100 000	100 000
▪ Fond vert	13 103 055	103 055
▪ Eaux usées	14 314 213	436 024
▪ Revitalisation du Centre Ville	15 1 004 499	1 004 499
▪ Routes	16 1 360 050	360 050
▪ Barrage de l'étang moulin	17 1 000 000	1 000 000
▪ Caserne	18 598 689	98 689
▪ Autres	19 20 475	27 971
▪	20	20
	21 4 500 981	2 130 288
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	22	22
▪	23	23
▪	24	24
	25	25
	26 4 500 981	2 130 288

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Eaux	27	1 038 759
▪	28	1 051 859
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	1 038 759
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	499 491
Organismes contrôlés et partenariats	38	559 966
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	111 089
Organismes contrôlés et partenariats	40	109 539
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	610 580
	48	669 505
	48	1 649 339
		1 721 364

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪	73 ()(
▪	74 ()(
	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83	
Investissements à financer	84 (1 072 918)	(2 279 740)
	85 (1 072 918)	(2 279 740)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 47 083 107	44 522 677
Propriétés destinées à la revente	87 1 213	129 479
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 74 665	92 795
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 47 158 985	44 744 951
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 47 158 985	44 744 951
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (16 703 350)	15 114 692)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (80 450)	122 408)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 1 686 338	1 826 879
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (15 097 462)	13 410 221)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (15 097 462)	13 410 221)
	102 32 061 523	31 334 730

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()	()
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	36		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1
--	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

La Ville s'engage à maintenir en application un régime de retraite par la participation au REER en vigueur.

L'employé demeure le seul propriétaire de son REER.

Les modalités de fonctionnement sont prévues au Cahier des ressources humaines de la Ville et prévoient que, si l'employé contribue 3 % de son salaire brut, alors l'employeur contribuera un montant supplémentaire pouvant varier de 9 % à 12 % du salaire brut de l'employé selon le statut et l'ancienneté de l'employé.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	251 948	251 102
Autres régimes	117		
	118	251 948	251 102

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		
Description du régime			
S.O.			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	10 953 285	11 424 963
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	10 953 285	11 424 963
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	493 203	482 513
Égout	13	785 590	709 221
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	823 971	809 978
Autres			
▪ Fosses septiques	16	123 757	85 071
▪	17		
▪	18		
Centres d'urgence 9-1-1	19	36 730	34 545
Service de la dette	20		
Pouvoir général de taxation	21		
Activités de fonctionnement	22		
Activités d'investissement	23		
	24	2 263 251	2 121 328
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	25		
Autres	26		
	27		
	28	2 263 251	2 121 328
	29	13 216 536	13 546 291

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	30	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	31	
Taxes d'affaires	32	
Compensations pour les terres publiques	33	
	34	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	35	5 762
Cégeps et universités	36	1 218
Écoles primaires et secondaires	37	32 276
	38	39 256
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	39	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	40	
Taxes d'affaires	41	
	42	
	43	39 256
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	44	5 498
Taxes sur une autre base		8 274
Taxes, compensations et tarification	45	
Taxes d'affaires	46	
	47	5 498
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	48	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	49	
	50	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51	
Autres	52	
	53	
	54	44 754
		45 897

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	55	8 569	53 407
Sécurité publique			
Police	56		3 668
Sécurité incendie	57		
Sécurité civile	58		
Autres	59		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	60	211 883	398 172
Enlèvement de la neige	61		
Autres	62		3 552
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	63		
Transport adapté	64		
Transport scolaire	65		
Autres	66		
Transport aérien	67		
Transport par eau	68		
Autres	69		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		
Réseau de distribution de l'eau potable	71	32 641	31 778
Traitement des eaux usées	72		
Réseaux d'égout	73	19 950	31 779
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	74		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	75		
Tri et conditionnement	76		
Autres	77		
Autres	78		
Cours d'eau	79	(15 874)	15 656
Protection de l'environnement	80		
Autres	81		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	82		
Sécurité du revenu	83		
Autres	84	83 005	78 523
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	85		
Rénovation urbaine	86		
Promotion et développement économique	87		
Autres	88	17 460	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	89	5 571	7 862
Activités culturelles			
Bibliothèques	90		
Autres	91		23 910
Réseau d'électricité	92		
	93	363 205	648 307

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	94	
Sécurité publique		
Police	95	
Sécurité incendie	96	
Sécurité civile	97	
Autres	98	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	99	1 770 905
Enlèvement de la neige	100	2 289 432
Autres	101	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	102	
Transport adapté	103	
Transport scolaire	104	
Autres	105	
Transport aérien	106	
Transport par eau	107	
Autres	108	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	
Réseau de distribution de l'eau potable	110	422 432
Traitement des eaux usées	111	524 200
Réseaux d'égout	112	394 530
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	113	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	114	
Tri et conditionnement	115	
Autres	116	
Autres	117	
Cours d'eau	118	
Protection de l'environnement	119	
Autres	120	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	121	
Sécurité du revenu	122	
Autres	123	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	124	
Rénovation urbaine	125	
Promotion et développement économique	126	
Autres	127	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	128	40 230
Activités culturelles		
Bibliothèques	129	
Autres	130	
Réseau d'électricité	131	
	132	
	3 112 067	2 329 662

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133		
Péréquation	134		
Neutralité	135		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	334 021	271 807
Fonds de développement des territoires	138		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	44 114	
Dotations spéciales de fonctionnement	141		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142		
Autres	143		502 305
	144	378 135	774 112
TOTAL DES TRANSFERTS	145	3 853 407	3 752 081

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151	163 261	208 496
Sécurité civile	152		
Autres	153	34 608	34 144
	154	197 869	242 640
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156		
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	174		
Autres	175		
	176		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	177		
Rénovation urbaine	178		
Promotion et développement économique	179		
Autres	180		
	181		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	182	19 508	655
Activités culturelles			
Bibliothèques	183		
Autres	184		
	185	19 508	655
Réseau d'électricité			
	186		
	187	217 377	243 295

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	188		
Évaluation	189		
Autres	190	57 979	61 378
	191	57 979	61 378
Sécurité publique			
Police	192		
Sécurité incendie	193		
Sécurité civile	194		
Autres	195		
	196		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	197		3 420
Enlèvement de la neige	198	48 990	43 218
Autres	199		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	200		
Transport adapté	201		
Transport scolaire	202		
Autres	203		
Autres	204		
	205	48 990	46 638
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	206		
Traitement des eaux usées	207	750	15 000
Réseaux d'égout	208		
Réseaux d'égout	209	750	15 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	210		
Matières recyclables	211		
Autres	212		
Cours d'eau			
Protection de l'environnement	213		
Autres	214		
	215		
	216	1 500	30 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	217		
Sécurité du revenu	218		
Autres	219		73
	220		73
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	221		
Rénovation urbaine	222		
Promotion et développement économique	223		
Autres	224		(300)
	225		(300)
Loisirs et culture			
Activités récréatives	226	169 885	101 790
Activités culturelles			
Bibliothèques	227		
Autres	228		
	229	169 885	101 790
Réseau d'électricité			
	230		
	231	278 354	239 579
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	495 731	482 874

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	233	105 229	83 416
Droits de mutation immobilière	234	2 139 136	2 970 474
Droits sur les carrières et sablières	235		871 106
Autres	236		
	237	2 244 365	3 924 996
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	238	26 178	922
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	239		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	240	187 482	84 546
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	519	36 514
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	167 200	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		
Contributions des promoteurs	245	28 178	15 535
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246		
Contributions des organismes municipaux	247		
Autres contributions	248		880 700
Redevances réglementaires	249		
Autres	250	54 950	35 816
	251	250 847	968 565
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	252		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
		Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	175 305	175 305	164 150
Greffe et application de la loi	226 662	226 662	218 267
Gestion financière et administrative	933 719	933 719	899 960
Évaluation	156 968	156 968	149 893
Gestion du personnel	431 857	80 514	369 899
Autres			
▪ Propriété destinée revente	129 479	129 479	
▪ Élection municipale	56 990	56 990	
	2 110 980	80 514	1 802 169
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	2 099 765	2 099 765	2 008 812
Sécurité incendie	765 453	138 940	796 436
Sécurité civile	76 278	31 728	92 846
Autres	162 557	1 591	156 229
	3 104 053	172 259	3 054 323
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	1 929 359	1 268 924	3 079 363
Enlèvement de la neige	1 244 487	23 286	1 208 627
Éclairage des rues	24 221	15 060	54 055
Circulation et stationnement	65 395	43 005	127 417
Transport collectif			
Transport en commun	10 296	10 296	3 892
Transport aérien			
Transport par eau			
Autres			
	3 273 758	1 350 275	4 473 354

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Réalizations 2021		Réalizations 2020		
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
		Total			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	403 489	14 776	418 265	322 111
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	185 263		185 263	209 203
Tourisme	49	243 494		243 494	111 823
Autres	50	87 639		87 639	49 652
Autres	51				
	52	919 885	14 776	934 661	692 789
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	535 107	104 738	639 845	539 615
Patinaires intérieures et extérieures	54	124 881	12 050	136 931	118 310
Piscines, plages et ports de plaisance	55	169 936	12 719	182 655	218 957
Parcs et terrains de jeux	56	535 848	210 959	746 807	680 174
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	215 455		215 455	189 805
	60	1 581 227	340 466	1 921 693	1 746 861
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	132 600		132 600	132 600
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	180 600		180 600	194 910
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	142 841		142 841	58 077
	66	456 041		456 041	385 587
	67	2 037 268	340 466	2 377 734	2 132 448

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
	Total		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ			
	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dettes à long terme			
Intérêts	345 465		345 465
Autres frais	41 958		41 958
Autres frais de financement			350 309
Avantages sociaux futurs			38 124
Autres	183		
	71		
	72		
	73	387 606	387 606
			388 433
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	74		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS			
	75	2 496 256 (	2 496 256)

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	327 400	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	60 213	830 471
Conduites d'égout	4	322 714	316 001
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 066 412	4 145 279
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		180 479
Aires de stationnement	9	218 854	
Parcs et terrains de jeux	10	435 728	126 476
Autres infrastructures	11	229 250	135 752
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		43 885
Édifices communautaires et récréatifs	14	19 916	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	100 105	1 499 037
Ameublement et équipement de bureau	18	35 261	29 822
Machinerie, outillage et équipement divers	19	207 795	142 582
Terrains	20	33 038	1 022 822
Autres	21		
	22	5 056 686	8 472 606

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	58 575	830 471
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	3 950 244	4 571 676
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	327 400	
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30	1 638	
Conduites d'égout	31	322 714	316 001
Autres infrastructures	32		16 310
Autres immobilisations corporelles	33	396 115	2 738 148
	34	5 056 686	8 472 606

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	109 539	1 550		111 089
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	590 357	790 450	18 457	1 362 350
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	13 537 225	877 000	790 202	13 624 023
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	14 237 121	1 669 000	808 659	15 097 462
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 826 879		140 541	1 686 338
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 826 879		140 541	1 686 338
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	1 826 879		140 541	1 686 338
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	1 826 879		140 541	1 686 338
	18	16 064 000	1 669 000	949 200	16 783 800
Dettes en cours de refinancement	19	(826 900)	826 900	()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	15 237 100	2 495 900	949 200	16 783 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	16 783 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 072 918
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	111 089
Débiteurs	9	1 686 338
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 059 291
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	16 059 291
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	16 059 291
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	16 059 291
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	107 437	98 143
Sécurité publique			
Police	4	7 408	7 247
Sécurité incendie	5	12 666	12 367
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	10 296	3 892
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	133 434	137 421
Cours d'eau	13	22 533	23 035
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	43 031	42 998
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	170 207	170 074
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	507 012	495 177

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 056 686	8 472 606
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 056 686	8 472 606

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
	1 Cadres et contremaîtres	5,00	40,00	10 592,00	593 611	179 023	772 634
	2 Professionnels						
	3 Cois blancs	28,00	37,50	53 945,00	1 478 295	459 859	1 938 154
	4 Cois bleus	15,00	40,00	31 269,00	858 322	279 889	1 138 211
	5 Policiers						
	6 Pompiers	16,00	10,00	7 996,00	380 632	37 937	418 569
	7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
	8	64,00		103 802,00	3 310 860	956 708	4 267 568
	9	7,00			147 223	10 001	157 224
	10 Élus	71,00			3 458 083	966 709	4 424 792

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			174 382		455 073
Réseau de distribution de l'eau potable	32 641	248 050	364 023		524 200
Traitement des eaux usées	19 950	234 098	160 432		414 480
Réseaux d'égout	664 844	1 308 190	368 388	118 232	2 459 654
Autres	717 435	1 950 515	1 067 225	118 232	3 853 407

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	26 104	23 699
	4	26 104	23 699
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	18 798	19 467
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	18 798	19 467
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	229 231	254 982
Enlèvement de la neige	11	24 055	
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	253 286	254 982
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	37 377	41 671
Traitement des eaux usées	18	944	
Réseaux d'égout	19	24 083	26 824
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	62 404	68 495
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 439	2 684
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 439	2 684
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	24 575	19 106
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	24 575	19 106
Réseau d'électricité			
	40		
	41	387 606	388 433

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Richard Burcombe	Maire	31 212	15 606	12 753	
Lucy Gagnon	Conseiller	11 712	5 306		
Shelley Judge	Conseiller	1 734	867		
Pierre Laplante	Conseiller	11 312	5 306		
Louise Morin	Conseiller	11 912	5 306		
Ronald Myles	Conseiller	8 843	4 422		
Patrick Ouvrard	Conseiller	1 734	867		
Lee Patterson	Conseiller	10 716	5 306		
David Taveroff	Conseiller	10 643	4 422		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 143 533 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 448 113 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 17 496 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ 379 979 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ 303 258 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ 134 214 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ 134 214 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ 418 239 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ 855 711 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Remplacement de ponceaux

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____ 2022-03-085

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____ 2022-03-07

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ?
- 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2019-11-335
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-11-04
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 550
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 230
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|----------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | <u>2 890 027 \$</u> |
| Ministère des Transports | 80 | <u>904 145 \$</u> |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | \$ |
| | 83 | <u><u>3 794 172 \$</u></u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Lac-Brome | 46075 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville Lac-Brome

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Lac-Brome (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A118892
Cowansville, 6 mai 2022

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	12 171 450
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	43 750
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	12 215 200

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	460 000
Égout	13	901 000
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	781 000
Autres		
▪ Fosses septiques	16	155 000
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	3 700
Service de la dette	20	5 800
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	2 306 500
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	2 306 500
	29	14 521 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	5 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	29 000
	9	34 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	34 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	6 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	6 000

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	1 000
	24	1 000
	25	41 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1	x	/100 \$					
Taxe foncière générale (taux unique)							
2	1 820 801 802	x 0,5550	10 105 450				
Taxe foncière générale (taux variés)							
3	7 287 878	x 0,7200	52 000				
Résiduelle (résidentielle et autres)							
4	70 505 123	x 1,4900	1 050 000				
Immeubles de 6 logements ou plus							
5	14 744 650	x 1,8600	274 000				
Immeubles non résidentiels							
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
6	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels							
7	21 729 650	x 1,1100	241 000				
Autres							
8	29 678 800	x 0,5550	164 000				
Immeubles forestiers							
9	51 465 400	x 0,5550	285 000				
Immeubles agricoles							
10			12 171 450				12 171 450
Total							
Taxes spéciales							
11	x	/100 \$					
Service de la dette (taux unique)							
Service de la dette (taux variés)							
12	x	/100 \$					
Résiduelle (résidentielle et autres)							
13	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus							
14	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels							
15	x	/100 \$					
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
16	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels							
17	x	/100 \$					
Autres							
18	x	/100 \$					
Immeubles forestiers							
19	x	/100 \$					
Immeubles agricoles							
20							
Total							

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>200,00 \$</u>
Égout	2 <u>340,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>187,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Fosse septique (vidange partielle)	85,0000	7 - autres (préciser)	par fosse
Fosse septique (vidange complète)	125,0000	7 - autres (préciser)	par fosse
Eau (compteur)	1,8800	7 - autres (préciser)	par 4,5 mètres cubes
Égout (compteur)	3,1800	7 - autres (préciser)	par 4,5 mètres cubes
MRC Écocentre	28,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 050 000	274 000	241 000		52 000	285 000
De secteur	2	43 750					
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	84 000	290 000			73 000	49 000
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 177 750	564 000	241 000		125 000	334 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité			Immeubles forestiers	Résiduelle		Total
				Résidentielles	Agriculture Résidences	
	Taxes sur la valeur foncière					
	Générales	1	164 000	10 105 450		12 171 450
	De secteur	2				43 750
	Autres	3				
	Taxes sur une autre base					
	Taxes, compensations et tarification					
	Service de la dette	4		5 800		5 800
	Autres	5		1 801 000		2 297 000
	Taxes d'affaires					
	Sur la valeur locative	6				
	Autres	7				
		8	164 000	11 912 250		14 518 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33	_____	203 914 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2021-12-20
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 17 281 280 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 974 140 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 407 850 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Owen Falquero, atteste que le rapport financier de Ville de Lac-Brome pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 6 juin 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Lac-Brome.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Lac-Brome consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Lac-Brome détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-05 14:06:36

Date de transmission au Ministère :